

Comme un délégué centraméricain le faisait remarquer, le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) joue déjà un rôle effacé mais considérable dans la région. Plus de Nicaraguayens ont été rapatriés en 1986 qu'au cours des cinq années précédentes; par ailleurs, le Nicaragua et ses voisins ont conclu des accords officiels pour rapatrier les réfugiés de leur plein gré.

La discussion est revenue à plusieurs reprises sur les responsabilités des différentes parties en cause. Un délégué latino-américain a déclaré que "même si nous reconnaissons que l'intervention américaine au Nicaragua envenime la situation, la région, il faut l'avouer, souffre également de problèmes internes sérieux . . . (Au cours d'une récente tournée dans la région,) j'ai perçu chez les gens le désir d'une paix durable, désir auquel les autorités gouvernementales ne font pas pleinement écho. Cela ne signifie pas que les gouvernements ne veulent pas la paix: ils la veulent, mais "ils ne semblent pas craindre la guerre. Si tel est vraiment le cas, la crise a atteint un point critique." Certes, le groupe de Contadora fournit un cadre de travail et il peut générer des idées et créer un certain contexte propice à la paix, mais "la solution ne peut venir que des Centraméricains eux-mêmes". C'est pourquoi la collectivité internationale doit aussi s'efforcer de susciter chez les États de la région la volonté politique de s'entendre sur un cadre de pacification. Un autre délégué a fait observer que le groupe de Contadora s'est formé justement pour remédier à l'absence de dialogue entre les États centraméricains et que, jusqu'en 1982, ces derniers ne faisaient pas confiance aux organismes internationaux, notamment à l'OEA.

### **Démocratie, paix et collectivité internationale**

Selon plusieurs participants, une démocratie pluraliste bien établie serait la meilleure garantie de coexistence pacifique en Amérique centrale. Un régime démocratique garantit la "prévisibilité, l'équilibre social intérieur et la possibilité de concilier des points de vue". Mais comment implanter un tel régime dans une région bouleversée par les interventions extérieures et en proie à une crise économique aussi aiguë que celle existant actuellement en Amérique centrale?

La constitution nicaraguayenne préconise un régime pluraliste, une économie mixte et une politique extérieure non alignée. "Au pays même, certains groupes en doutent peut-être, mais d'autres y croient." Cette constitution peut être perçue comme une mesure propre à accroître la confiance, tout comme les élections municipales qui doivent avoir lieu l'an prochain. En quoi la collectivité internationale peut-elle aider à réaliser les idéaux de la Constitution? "Que pouvons-nous faire pour que le Nicaragua ne soit pas forcé d'opter pour un communisme de temps de guerre, non par choix idéologique, mais par